

**Revue de presse
élaborée à partir de revues spécialisées**

FEVRIER 2007

FINANCES

Stratégie d'endettement des collectivités locales : les tendances observées en 2006

La présente fiche technique s'appuie sur l'enquête que réalise chaque année le Groupe FCL sur l'endettement des grandes collectivités françaises. Cette enquête permet de dégager les principales tendances de l'endettement des régions, départements, grandes villes sur la base d'indicateurs de gestion de dette non recensés par ailleurs

La Lettre du Financier Territorial - 01/02/2007

Finances publiques : situation et perspectives

Document élaboré par la Cour de comptes

Le Moniteur - 16/02/2007

Les évolutions de la notation financière des collectivités territoriales

Si la notation s'inscrit dans un cadre juridique assez souple, elle suit une méthodologie bien définie, obéit à des règles déontologiques précises et aboutit à une communication des notes attribuées. Mais elle est aussi source de coûts réels et parfois de désagréments, ce qui explique la relative rareté de sa pratique par les collectivités territoriales en France.

La Semaine Juridique - 26/02/2007

FISCALITE LOCALE

✚ **Dégrèvements : quand l'État se penche sur leur coût**

Un rapport étudie la charge pour le budget national des dégrèvements et exonérations d'impôts locaux.
Maires de France - 01/02/2007

✚ **Discipline des finances locales : comment font nos voisins ?**

Les relations entre l'État et les collectivités territoriales au sujet de la contribution des collectivités aux déficits publics sont très variables selon les pays. L'Espagne offre un exemple intéressant pour la France
Maires de France - 01/02/2007

✚ **Fiscalité locale : une nouvelle donne possible ?**

Le Conseil économique et social a rendu le 13 décembre 2006 un avis relatif à la fiscalité locale intitulé : « Fiscalité et finances publiques locales : une nouvelle donne », basé sur le rapport présenté par M. Philippe Valletoux, vice-président du directoire de Dexia crédit local.
Collectivités Territoriales (Lamy) - 01/02/2007

✚ **Les pistes de la future réforme fiscale**

Le Conseil économique et social adopte un avis sur le rapport présenté par Philippe Valletoux, au nom de la section des finances, intitulé : « Fiscalité et finances publiques locales : la recherche d'une nouvelle donne ». A télécharger : WWW.ces.fr/rapport/docton/06122024.pdf (PDF, 2,2 Mo).
Maires de France - 01/02/2007

✚ **Les principes d'une réforme**

Le rapporteur au nom de la section des finances du Conseil économique et social du rapport « Fiscalité et finances publiques locales : à la recherche d'une nouvelle donne » s'exprime sur les suites à en attendre.
Maires de France - 01/02/2007

✚ **Quelles nouvelles relations financières entre l'État et les collectivités locales ?**

La proposition centrale du rapport rédigé par Pierre Richard porte sur la mise en place d'un nouveau pacte entre l'État et les collectivités locales.
Maires de France - 01/02/2007

✚ **La hausse des impôts locaux sera quasi indolore en 2007**

Le taux des taxes directes locales augmentera de seulement 0,9 % en 2007, selon Dexia Crédit Local. L'investissement public local, moins dynamique, n'en franchira pas moins, pour la première fois, la barre de 50 milliards d'euros.
Les Echos - 07/02/2007

✚ **Le vote des taux pour 2007**

Comme chaque année, le Journal des Maires vous présente les nouvelles données à prendre en compte pour le vote des quatre taxes locales en application des dernières lois de finances
Journal des Maires - 15/02/2007

✚ **Quels sont les nouveaux modes de calcul ?**

Incluse dans la loi de finances pour 2006 la réforme de la taxe professionnelle (TP) est entrée en vigueur le 1er. janvier 2007. Quelles en seront les conséquences pour les communes et les EPCI ?
Journal des Maires - 15/02/2007

✚ **Exonération des bénéficiaires réalisés par des entreprises implantées dans les zones franches urbaines**

Instruction n° 4 A-1-07 - Direction général des impôts -BOI du 6 février 2007
Le Moniteur - 23/02/2007

FCTVA / TVA

COMPTABILITE

Colloque sur la comptabilité des collectivités locales organisé en septembre 2006 par la DGCP

Le colloque a montré qu'il existe des marges de progrès dans la transparence financière. La montée en puissance de l'intercommunalité, la diversité des modes de gestion, l'acte II de la décentralisation ont complexifié la gestion locale et rendu plus que jamais nécessaire l'approche comparative

La Revue du Trésor - 01/02/2007

Intervention de M. Jean-François Copé au colloque « Les réformes comptables des États : un enjeu de gouvernance pour l'action publique » (9 Janvier 2007)

La réforme comptable est au service de la transparence et de l'efficacité de l'action publique

La Revue du Trésor - 01/02/2007

Les réformes comptables des États

Allocution de Monsieur Philippe Séguin, le 9 janvier 2007

La Revue du Trésor - 01/02/2007

Trois nouvelles normes internationales de comptabilité publique

Le IPSASB a retenu la distinction suivante : si le système des droits constatés est adopté pour le budget, pour ce qui concerne le total des produits opérationnels, des dépenses opérationnelles, de la trésorerie provenant des opérations ordinaires, d'investissement ou de financement ; si un autre système que celui des droits constatés est adopté pour le budget, pour ce qui concerne le total des produits opérationnels, des dépenses opérationnelles, de la trésorerie provenant des opérations ordinaires, d'investissement ou de financement.

La Lettre du Financier Territorial - 01/02/2007

Comptabilité publique Un comptable peut-il être constitué débiteur de deniers communaux versés sur le fondement de pièces fausses ?

Le Courrier des Maires - 28/02/2007

CONSOLIDATION

INFORMATIQUE / TIC

Administration électronique : la valeur juridique des échanges numérisés

Les enjeux du contrôle de légalité. Le cadre juridique et les solutions techniques existent ; finalement, le problème tient au management des projets.

Collectivités Territoriales (Lamy) - 01/02/2007

CNIL et collectivités territoriales : les limites à la collecte et à la transmission des données personnelles des administrés

La CNIL est la plus ancienne institution administrative indépendante. Elle a été créée en 1978. C'est aussi la plus méconnue. Un sondage réalisé voici six mois montrait qu'un français sur trois seulement connaissait la CNIL alors que son rôle est de défendre la liberté des citoyens. Elle prodigue beaucoup d'efforts pour tenter de se faire connaître. Cette institution a pour réputation de fonctionner de façon assez ésotérique et d'avoir tendance à s'opposer au développement informatique..

Collectivités Territoriales (Lamy) - 01/02/2007

Dématérialisation des marchés publics : les incitations du nouveau Code des marchés publics

Les NTIC entrent en force dans la sphère publique, non sans générer des risques pour chacun

Collectivités Territoriales (Lamy) - 01/02/2007

Messagerie professionnelle et utilisation d'Internet au travail : une liberté surveillée ?

Il n'est pas interdit non plus d'interdire l'utilisation des moyens de télécommunications professionnels à des fins personnelles mais l'efficacité d'une interdiction est très relative compte tenu de la jurisprudence, qui consacre l'inviolabilité des correspondances privées (V. notamment, Cass. soc, 2 oct. 2001, n° 99-42.942, Nikon, confirmé par : Cass. crim., 16 mars 2004, n° 03-82.261).

Collectivités Territoriales (Lamy) - 01/02/2007

Nouvelles technologies, nouveaux risques : quel cadre juridique pour l'utilisation des NTIC dans les collectivités locales ?

Les nouvelles technologies sont entrées progressivement dans les habitudes de travail des collectivités. Destinées à faciliter et accélérer les échanges et les formalités avec les administrés (administration électronique), les entreprises (dématérialisation des marchés publics) comme avec les fonctionnaires de la collectivité (intranet, messagerie interne), elles n'en soulèvent pas moins de nombreuses questions de responsabilités sous l'œil vigilant de la Commission nationale Informatique et Libertés et des tribunaux. De récentes mises en cause ont d'ailleurs pu mettre en relief des zones d'incertitude (notion de fournisseur d'accès à Internet, statut du mail professionnel...) rendant d'autant plus délicates une bonne maîtrise des risques en la matière. Les conseils éclairés de spécialistes de la question n'en seront que plus utiles pour mieux appréhender le cadre juridique

Collectivités Territoriales (Lamy) - 01/02/2007

Le Loiret expérimente le premier réseau Wimax

Grâce aux réseaux hertziens et en fibres optiques, le haut débit est disponible dans chaque village du département.

La Gazette des Communes - 12/02/2007

Adèle 24 heures sur 24

www.administration24h24.gouv.fr

Journal des Maires - 15/02/2007

RESSOURCES HUMAINES

Principales dispositions de la loi relative à la fonction publique territoriale

La loi modernise le titre III du statut général des fonctionnaires. Elle renforce la formation professionnelle et prend en compte les acquis de l'expérience professionnelle. Elle modifie la répartition des compétences au sein des institutions de la fonction publique territoriale

La Semaine Juridique - 19/02/2007

GESTION INTERNE

INTERCOMMUNALITE

Intercommunalité : rendre le conseil de développement efficace

Nés avec les lois Pasqua (1995) et Voynet (1999), retouchés en 2003 avec la loi Urbanisme et habitat, les conseils de développement se posent aujourd'hui des questions. Une fois signés les contrats de pays et les projets d'agglomération, ils recherchent de nouveaux thèmes mobilisateurs.

Le Courrier des Maires - 28/02/2007

METP / PPP

SEM / HLM

Un statut unique pour les offices d'HLM

Fruit de plusieurs années de travail, cette réforme vise à inscrire les offices dans les évolutions récentes : développement de l'intercommunalité et transfert des compétences habitat, délégation de l'État vers les EPCI et les départements

Le Moniteur - 02/02/2007

Un statut unique pour les offices de l'habitat

Une ordonnance crée un statut unique d'office public de l'habitat, réunissant les Opac et les Ophim (avec une période transitoire de 3 ans) Le nouveau statut repositionne les collectivités locales dans tous les offices. Il permet une meilleure représentation des locataires, des unions familiales et pour la première fois des associations d'insertion il clarifie les rôles respectifs des conseils d'administration et des directions il préserve le statut des fonctionnaires en poste et généralise l'application des dispositions sur les accords d'entreprise.

La Semaine Juridique - 05/02/2007

Dispositions modifiant le code de la construction et de l'habitation

Ordonnance n° 2007-137 du 01/02/2007

Le Moniteur - 09/02/2007

Offices publics de l'habitat

Rapport au président de la République relatif à l'ordonnance n° 2007-137 du 1/02/2007 - JO du 02/02/2007

Le Moniteur - 09/02/2007

Tarifification : les pré-requis d'une convergence « raisonnable »

La question centrale est celle de la possibilité d'installer une convergence « raisonnable » dans un secteur très hétérogène. Nous poserons l'hypothèse qu'une pluralité de facteurs en jeu Juris

Associations - 15/02/2007

ASSOCIATIONS

La transparence comme gage de confiance et de pérennité

Quels sont les pratiques et les comportements des associations face à une réglementation de plus en plus exigeante en matière de transparence et à une surveillance toujours plus rigoureuse ? Tel est l'objet d'une étude réalisée par le cabinet KPMG. Si les résultats laissent apparaître que les associations ont bien intégré la notion de transparence comme une réalité incontournable, les obligations qui en résultent semblent encore empreints de lourdeur.

Juris Associations - 01/02/2007

Mise en conformité de la collecte et du traitement des eaux usées des communes soumises aux échéances des 31 décembre 1998, 2000 et 2005

Circulaire du 8/12/2006 - JO du 20/01/2007

Le Courrier des Maires - 09/02/2007

Les associations de collectivités territoriales, entreprises prestataires de services au sens du droit électoral

Les associations «Service public 2000» et «Réseau IDEAL» doivent être regardées comme des entreprises qui ont pour activité principale la prestation de services pour le compte de collectivités locales au sens de l'article L.0.146 du code électoral.

AJDA - 12/02/2007

Évaluation, performance, tarification

Évaluation et performance d'une part, évaluation et tarification d'autre part : une lecture de la loi 2002-2, éclairée par les intentions du législateur d'alors et par le rappel des réflexions conduites au sein du CNESMS, permet de tracer quelques pistes quant au fonctionnement de chacun de ces deux couples.

Juris Associations - 15/02/2007

La convergence tarifaire après le décret du 22 octobre 2003

Le décret du 22 octobre et ses arrêtés d'application ont organisé sur la base d'indicateurs économiques et sociaux une convergence tarifaire régionale et/ou départementale pour chacun des groupes homogènes d'établissements ou services. Une régulation à la fois micro-économique et microsociale, qui se cumule avec l'utilisation des autres outils mis en place par la loi 2002-2 : la planification, l'autorisation, l'habilitation et l'évaluation.

Journal des Maires - 15/02/2007

La France associative

Les associations apparaissent de plus en plus présentes et actives dans chaque commune. Mais qui sont donc les associations ?

Journal des Maires - 15/02/2007

Le secteur médico-social à l'aune de la performance

Assurer une meilleure qualité des services aux usagers, rechercher une meilleure adéquation entre les fonds publics et les besoins réels de l'accompagnement médico-social de chaque personne, améliorer le rapport coût/efficacité dans l'ensemble des 30 000 établissements et services, tels sont les défis que relève la Direction générale de l'action sociale au moyen d'une profonde réforme de la tarification médico-sociale

Juris Associations - 15/02/2007

Les incidences de la LOLF sur les associations

Le budget de l'État pour l'année 2006 a été le premier à s'inscrire dans le cadre défini par la loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (LOLF). Outil impérieux de la modernisation de l'État, la mise en œuvre de la LOLF implique de nombreux enjeux pour le secteur associatif, particulièrement pour les associations bénéficiant de financements publics.

Juris Associations - 15/02/2007

Les leçons de l'expérience hospitalière

Longtemps à l'abri de toute investigation, le secteur social et médico-social est désormais, comme le secteur sanitaire, sous les feux de la rampe. Deux concepts alimentent les débats : la performance et la tarification. Sur ce dernier point, le sanitaire livre ses premiers enseignements.

Juris Associations - 15/02/2007

Les subventions se cumulent

Rép. min. à Henri Nayrou, JOAN du 16 janvier 2007, p. 583, question n° 110901.

Juris Associations - 15/02/2007

Mesurer la performance : le cas des Ugecam

La Mission établissements et œuvres (MEO) de la Caisse nationale d'assurance maladie engage, en partenariat avec le Graphos de l'université Jean Moulin - Lyon III, une réflexion sur la mesure de la performance dans ses établissements de santé. Retour sur une expérimentation d'envergure.

Juris Associations - 15/02/2007

DELEGATIONS

Commission consultative des services publics locaux : du changement

Loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006, JORF au 31 décembre 2006. Article L. 1413-1 du CGCT.
Les Cahiers Juridiques des Collectivités Territoriales et des Associations - 01/02/2007

Commission de DSP : de nouveaux membres

CAA Marseille, 15 juin 2004, commune d'Alès-en- Cévennes, req. n° 00MA01382.
Les Cahiers Juridiques des Collectivités Territoriales et des Associations - 01/02/2007

DSP : le renforcement de l'office du juge du référé précontractuel

Le CE étend le contrôle du juge des référés, faisant triompher le principe de mise en concurrence et d'égalité d'accès. Il le transforme ainsi en véritable plein contentieux objectif. Le CE confirme la nécessaire prise en compte du chiffre d'affaires pour le calcul du montant du contrat.
Contrats Publics - 01/02/2007

Gestion de l'eau : Régie versus délégation de service public, avantage à la DSP ?

Selon une étude commandée par la Fédération professionnelle des entreprises de l'eau (FP2E), les régies et les délégations de service public (DSP), à conditions d'exploitation identiques, ont les mêmes bilans économiques. Mais, globalement, la DSP offrirait un bilan de performance technique supérieure.
L'Eau, l'Industrie, Les Nuisances - 01/02/2007

La télésurveillance des voies publiques ne peut être déléguée à une société privée

Par le présent jugement, le Tribunal administratif de Nice s'est prononcé sur la possibilité, pour une commune, de déléguer à une entreprise privée la télésurveillance de certaines de ses voies publiques. Transposant à la télésurveillance la jurisprudence applicable aux missions de surveillance et de gardiennage, le Tribunal a jugé que la délégation d'une mission de télésurveillance des voies publiques était illégale dans la mesure où une telle mission relève du pouvoir de police du maire de la commune défini à l'article L 2212-2 du Code général des collectivités territoriales
Collectivités Territoriales (Lamy) - 01/02/2007

Le contrôle de la qualité

Les systèmes d'évaluation prévus par la loi 2002-2 et par celle de 2005 coexistent avec la procédure de certification aux normes NF. Si les modalités de mise en œuvre diffèrent, l'objectif tend à rester identique : délivrer des prestations de qualité correspondant aux attentes des bénéficiaires.
Juris Associations - 01/02/2007

Prospective et gestion stratégique : les termes clefs de la gestion territoriale

Les définitions sont exposées par ordre alphabétique sur quinze numéros successifs de la LFT. Il doit être entendu que seuls les termes caractéristiques du domaine précité sont analysés à la lueur des travaux de recherche les plus récents. Pour les termes fondamentaux sont exposés la définition, un commentaire faisant ressortir leur intérêt pour les praticiens et, si nécessaire, des références bibliographiques majeures. Ces termes « tête de réseau » sont l'occasion de donner la définition rigoureuse de mots d'importance moindre qualifiés de termes subordonnés.
La Lettre du Financier Territorial - 01/02/2007

Responsabilité civile d'une personne publique au titre d'un service public industriel ou commercial : compétence judiciaire en tout état de cause

Saisi dans l'affaire SEM Olympique d'Alès en Cévennes, le Tribunal des conflits était une nouvelle fois invité à se prononcer sur la compétence juridictionnelle pour connaître d'une action intentée par le liquidateur d'une société d'économie mixte locale contre une commune. Cette question récurrente n'est pas pour étonner dans la mesure où le droit applicable aux SEM locales est composé de règles de droit privé et de règles de droit public.
Collectivités Territoriales (Lamy) - 01/02/2007

Services à la personne : La nouvelle donne

Longtemps réservé au milieu associatif, le secteur des services à la personne qui bénéficie de la sollicitude des pouvoirs publics au vu des possibilités nouvelles de créations d'emplois s'ouvre au secteur marchand. Parallèlement, un cadre d'exercice profondément renouvelé s'est mis en place, avec pour objectif de mieux structurer un secteur hétérogène et éclaté. Autorisation, agrément, agrément simple ou agrément qualité : l'association a désormais l'embaras du choix. Grilles de lecture et comparaison pour s'y retrouver dans les procédures.

Juris Associations - 01/02/2007

Loi sur l'eau et les milieux aquatiques

Loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006

Le Moniteur - 02/02/2007

Concessions d'aménagement

La concession d'aménagement au crible de la jurisprudence communautaire : l'arrêt Commune de Roanne, un coup d'épée dans l'eau ou un préalable à une évolution profonde ?

La Semaine Juridique - 12/02/2007

La nécessaire stabilité des critères d'attribution d'une délégation de service public

Lorsque l'autorité délégante choisit de faire connaître ses critères de sélection des offres dans l'avis d'appel public à la concurrence, elle ne peut ensuite les modifier sans porter atteinte au principe de la transparence des procédures et d'égal accès des candidats aux délégations de service public, il lui est en revanche possible de préciser le sens et la portée de ces critères de sélection au cours de la consultation, dès lors que ces précisions n'ont ni pour objet ni pour effet de créer des discriminations injustifiées entre les entreprises candidates.

AJDA - 12/02/2007

Computation des délais avant la désignation du candidat CE, avis

CE, avis, 15 déc. 2006, n° 297846, Préfet des Alpes Maritimes

Journal des Maires - 15/02/2007

Indemnisation de l'entreprise en cas d'abandon de projet

Arrêt du 24/11/2006 n°268129 - Conseil d'État - Mlle. Malmezat Prat

Le Moniteur - 23/02/2007

Clarification de la notion de personne privée chargée d'une mission de service public

CE Sect. 22 février 2007, Association du personnel relevant des établissements pour inadaptés, n° 264541

AJDA - 26/02/2007

Des transferts de personnels des aéroports gérés par les CCI

La loi du 13 août 2004 opère un transfert de gestion et de propriété des aéroports appartenant à l'État aux collectivités territoriales. Un grand nombre de ces aéroports étaient jusqu'à présent gérés par les chambres de commerce et d'industrie (CCI) et du personnel recruté par elles. La décentralisation aéroportuaire pourrait remettre en cause cette gestion en les confiant à des opérateurs privés. Se posent donc de nouvelles questions et notamment celles des transferts de personnels et de l'application éventuelle de l'article L. 122-12 du Code du travail.

La Semaine Juridique - 26/02/2007

Information du conseil municipal et passation du contrat

Le conseil municipal doit se prononcer sur tous les éléments essentiels du contrat de délégation, au nombre desquels figurent notamment l'objet précis de celui-ci ainsi que les éléments financiers exacts et l'identité de son attributaire.

Le Courrier des Maires - 28/02/2007

Marchés de l'énergie : le nouveau cadre

La loi du 7 décembre 2006 confirme le rôle central des collectivités pour l'organisation du service public de distribution d'énergie.

Le Courrier des Maires - 28/02/2007

La procédure de passation des concessions d'aménagement

L'arrêt de la CJCE du 16 janvier 2007 Auroux conduit à s'interroger sur la conformité au droit communautaire du décret du 31 juillet 2006 relatif aux conditions de passation des concessions d'aménagement. Il est indiscutable, au minimum, que ce décret devra être rectifié quant au calcul du montant global du marché. Mais d'autres interrogations subsistent, concernant les contrats qui ne sont pas aux risques de l'aménageur.
AJDA - 26/02/2007

DIVERS

Le fonctionnement des régies

Le Code général des collectivités territoriales (CGCT) précise les modalités de gestion des services publics sous la forme d'une régie. Celle-ci peut être soit directe, soit autonome
La Gazette des Communes - 19/02/2007

MARCHES PUBLICS

Les limites du droit à l'information des candidats et soumissionnaires non retenus

Le code 2006 impose désormais aux entités adjudicatrices d'informer de façon systématique toutes les entreprises du rejet de leur candidature. Elles doivent également communiquer les motifs détaillés de leur rejet aux entreprises qui en font la demande ainsi que diverses informations sur l'offre retenue. Les limites à l'étendue des informations communicables ont également été renouvelées.

Contrats Publics - 01/02/2007

L'information des candidats en fin de procédure de passation

L'opération de notification aux candidats évincés est d'autant plus délicate pour l'acheteur public qu'il lui revient de veiller à ne pas tomber dans différents écueils

Journal des Maires - 01/02/2007

Procédure adaptée : doit-on fixer des critères ?

Réponse à la question n° 25201, JO Sénat du 11 janvier 2007, p. 76.

Les Cahiers Juridiques des Collectivités Territoriales et des Associations - 01/02/2007

Quelques précisions sur la réglementation des marchés « in house »

Pour la première fois la 2ème. condition pour reconnaître une entreprise « in house » est explicitée, le contrôle analogue exercé par le pouvoir adjudicateur sur ses propres services ne posait pas de réelles difficultés. La réalisation par l'entreprise de l'essentiel de son activité avec le pouvoir adjudicateur répond à des critères et des modalités pragmatiques précisés par l'arrêt Cabotermo.

Contrats Publics - 01/02/2007

Une charte pour favoriser le dialogue compétitif

Le 18 janvier 2007, l'AMF a signé la Charte du dialogue compétitif, qui devrait aider les collectivités à utiliser plus souvent cette procédure complexe pour certains marchés publics.

Maires de France - 01/02/2007

Application du nouveau Code des marchés publics

Réponse ministérielle du 4 janvier 2007. Question Sénat du 09/11/2006 - Réponse Sénat du 04/01/2007

Le Moniteur - 02/02/2007

La réduction des délais de publicité peut être pénalisante pour les PME

Réponse ministérielle du 4 janvier 2007. Question Sénat du 09/11/2006 - Réponse Sénat du 04/01/2007

Le Moniteur - 02/02/2007

Qualification professionnelle et critères de sélection des offres

Arrêt N° 273783 du 29 décembre 2006. Conseil d'État. Sté Bertele / Lens

Le Monde Informatique - 02/02/2007

Sous-traitance des marchés de travaux

Réponse ministérielle du 14 décembre 2006. Ministère de l'économie, des finances et de l'industrie

Le Moniteur - 02/02/2007

Le contrôle du juge des référés sur les exigences en matière de capacités financières des entreprises

En imposant aux candidats à un marché de justifier d'un chiffre d'affaires égal au montant cumulé des trois lots du marché, sans justifier qu'une telle exigence était rendue nécessaire par l'objet du marché et la nature des prestations à réaliser, la personne publique méconnaît ses obligations de mise en concurrence.

AJDA - 05/02/2007

Plus d'intérêts moratoires sur les acomptes d'un marché après le décompte général

CE 26 Janvier 2007, Société Baudin-Châteauneuf, n° 256819.

AJDA - 05/02/2007

Attribution d'un marché public : références en termes de chiffre d'affaires

Arrêt n° 290712 du 17/11/2006 - Conseil d'État
Le Moniteur - 09/02/2007

Avis de tempête sur l'aménagement

Le 18 janvier 2007, la Cour de justice des Communautés européennes a requalifié une convention d'aménagement en un marché public. Cette décision fait peser une menace sur certaines conventions conclues avant la réforme de 2005.
Le Moniteur - 09/02/2007

La réception, pivot de la responsabilité des constructeurs

En matière de construction, la Cour de cassation a adopté une politique d'uniformisation des délais de prescription à partir de la réception.
Le Moniteur - 09/02/2007

Comment revitaliser nos PME?

L'État doit favoriser les PME en leur réservant réellement 25% des marchés publics, directement ou comme sous-traitant des grands maîtres d'œuvres
La Tribune - 14/02/2007

Acheteur public, un vrai métier

Concilier les nécessités de l'achat public avec le respect des règles du Code des marchés relève parfois du défi pour les non-initiés. Comment allier en pratique efficacité et légalité ?
Journal des Maires - 15/02/2007

Nature Juridique d'une convention conclue entre une commune et une SEM

Un arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne du 18 janvier 2007 a récemment apporté d'importantes précisions sur la notion européenne de marché public de travaux.
Journal des Maires - 15/02/2007

Exemple pédagogique d'accord-cadre de travaux

Exemple pédagogique d'accord-cadre : le règlement de la consultation; l'acte d'engagement son annexe 1; la décomposition du prix global et forfaitaire, son annexe 2; les délais; le CCAP de l'accord-cadre et le CCAP communs aux marchés subséquents
Le Moniteur - 16/02/2007

Rapport 2005 du Service central de prévention de la corruption : « c'est du brutal » !

Dans une matière aussi mouvante que le droit de la commande publique, évoquer, en ce début 2007, le rapport 2005 (publié en 2006) du Service central de prévention de la corruption (SCPC) tient de l'anachronisme.
La Semaine Juridique - 19/02/2007

Indemnisation des prestations exécutées en cas d'interruption du marché

Le maître d'ouvrage doit assumer 70 % de l'indemnisation des prestations déjà exécutées et devenues inutiles par suite d'abandon du projet, le maître d'œuvre devant supporter le reste pour avoir encouragé l'entreprise à poursuivre l'exécution, sans respecter les conditions d'émission des ordres de services fixées dans le marché de travaux.
La Semaine Juridique - 26/02/2007

La procédure de passation des concessions d'aménagement

L'arrêt de la CJCE du 16 janvier 2007 Auroux conduit à s'interroger sur la conformité au droit communautaire du décret du 31 juillet 2006 relatif aux conditions de passation des concessions d'aménagement. Il est indiscutable, au minimum, que ce décret devra être rectifié quant au calcul du montant global du marché. Mais d'autres interrogations subsistent, concernant les contrats qui ne sont pas aux risques de l'aménageur.
AJDA - 26/02/2007

Contrat public

Les principales jurisprudences en 2006
Le Courrier des Maires - 28/02/2007

EVALUATION DE POLITIQUE PUBLIQUE

INFORMATION FINANCIERE, COMMUNICATION

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE LOCAL

Le Val-d'Oise élève ses pépinières en réseau

A l'initiative du conseil général, le territoire s'est doté de plusieurs petites structures destinées aux créateurs d'entreprise. La réussite repose sur une synergie efficace.
La Gazette des Communes - 12/02/2007

Politiques en faveur de l'innovation dans les petites villes. Quels enjeux et quels leviers d'action pour les élus ?

Étude réalisée par l'Association des petites villes de France (APVF)
Le Moniteur - 12/02/2007

Aménagements touristiques en zone de montagne: des précisions nécessaires... mais insuffisantes I

Outre le code du tourisme, un certain nombre de textes ont, ces derniers mois, modifié de façon importante les règles relatives aux aménagements en montagne. Certains, comme les dispositions de la loi relative au développement des territoires ruraux concernant les lacs de montagne ou l'autorisation de redevances sur les parcours de raquettes, ont créé la polémique.
AJDA - 19/02/2007

Communes touristiques et stations classées : vers un nouveau régime

Depuis 1919 s'est mis en place un statut spécifique des communes touristiques réservé aux stations classées, stations balnéaires, thermales, etc. Les problèmes spécifiques auxquels se heurtent les collectivités territoriales dans les régions touristiques (nécessité de prévoir des équipements spécifiques, variations brutales de la population, conservation d'un patrimoine naturel et culturel important, etc.) ont conduit le législateur à fortifier ce statut particulier.
AJDA - 19/02/2007

L'émergence d'un véritable droit du tourisme à travers la codification

L'élaboration du code du tourisme s'inscrit dans le mouvement de codification mais il marque la naissance d'un droit du tourisme avec la création d'un code dont la partie réglementaire a été très rapidement élaborée.
AJDA - 19/02/2007

L'évolution des offices de tourisme: du privé au partenariat public-privé

Aux syndicats d'initiative d'origine purement privée succèdent dans des proportions croissantes les offices de tourisme dont le statut se diversifie et se précise: aux associations régies par la loi de 1901 se substituent de plus en plus des établissements publics industriels et commerciaux et le classement des offices en 4 catégories permet à la fois de les labelliser et d'évaluer la qualité du service public fourni. En outre, à leurs missions traditionnelles d'information et de promotion du développement touristique des communes, les offices ajoutent désormais des activités marchandes sous un étroit contrôle de l'État chargé de veiller au respect du droit de la concurrence.
AJDA - 19/02/2007

AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

ENVIRONNEMENT

Intérêt, bénéfices et contraintes de la réutilisation des eaux usées en France

La réutilisation des eaux usées est un enjeu politique et socioéconomique pour le développement futur des services d'eau potable et d'assainissement à l'échelle mondiale. Elle présente, en effet, l'avantage majeur d'assurer une ressource alternative à moindre coût permettant de limiter les pénuries d'eau, de mieux préserver les ressources naturelles et de contribuer à la gestion intégrée de l'eau.

L'Eau, l'Industrie, Les Nuisances - 01/02/2007

La comptabilité environnementale à l'essai

SAN Ouest Provence - Bouches-du-Rhône (93 000 habitants). Le syndicat teste un outil d'évaluation des actions dans le domaine de l'environnement depuis plusieurs années.

Maires de France - 01/02/2007

L'éolien en quête de cohérence territoriale

La mise en place des zones de développement éolien (ZDE) doit permettre aux collectivités locales de reprendre la main dans l'implantation des parcs et d'assurer une meilleure cohérence des projets sur leur territoire

Environnement Technique - 01/02/2007

Rapports de développement durable : vers une meilleure information, en quantité comme en qualité

Le cabinet KPMG et l'agence de communication corporate Publiccorp ont à nouveau étudié les grandes tendances et les meilleures pratiques dans l'élaboration des rapports de développement durable 2006 des entreprises du SBF120. Les plus significatives sont présentées dans cet article pour vous aider à améliorer votre rapport de développement durable.

Collectivités Territoriales (Lamy) - 01/02/2007

Réutilisation des eaux usées : réglementation actuelle et paramètres d'intérêt

La réutilisation des eaux usées est une solution qui pourrait, dans l'avenir, être de plus en plus utilisée, néanmoins les contraintes aussi bien réglementaires que scientifiques sont peu discutées. Nous nous proposons ici de parcourir les différents décrets ou règlements qui traitent de cette question ainsi que les paramètres chimiques et biologiques qui se rapportent au suivi de ces eaux.

L'Eau, l'Industrie, Les Nuisances - 01/02/2007

Le juge centrale la sécurité des fermes éoliennes

Arrêt du 6/11/2206 n° 281072 - Conseil d'État

Le Moniteur - 09/02/2007

A la mode de Bretagne

En matière d'économies d'énergie et de développement durable, les communes ont sans doute plus à transmettre qu'à apprendre. En témoigne le village de Silfiac, où modernité rime avec citoyenneté.

Journal des Maires - 15/02/2007

La directive «déchets» épargne les incinérateurs

Directive n°75/422/CEE du 15 juillet 1975, relative aux déchets.

La Gazette des Communes - 19/02/2007

DECENTRALISATION, DECONCENTRATION

La fonction de chef de file dans la loi du 13 août 2004

Introduite, sans que le terme cependant y figure, dans l'article 72 de la Constitution par la réforme de mars 2003, la notion de collectivité chef de file ne s'est pas imposée dans la répartition des compétences entre les collectivités territoriales françaises. La crainte de la tutelle d'une collectivité sur l'autre, avec toute l'ambiguïté de cette notion, a empêché le législateur d'aller, dans la loi du 13 août 2004 au bout de sa mise en œuvre. Il est pourtant probable que cette fonction connaîtra un avenir meilleur.
AJDA - 12/02/2007

Bilan de 25 ans de décentralisation

La décentralisation a généré un bouleversement dans le mode de raisonnement financier des élus et des fonctionnaires. Mais les premiers dossiers de surendettement et la prise de conscience des risques financiers encourus ont entraîné un «retour de l'État».
La Gazette des Communes - 26/02/2007

Décentralisation : l'histoire secrète des lois "Defferre"

La France a eu besoin d'un pouvoir centralisé pour se faire, elle a besoin d'un pouvoir décentralisé pour ne pas se défaire
La Gazette des Communes - 26/02/2007

CONTROLE INTERNE

CONTROLE PRIVE

CONTROLE PUBLIC

Le maintien des primes versées aux agents de la Ville de Paris épinglé

La chambre régionale des comptes de l'Île-de-France note les frais de représentation, de réception et mission des élus

Le Monde - 23/02/2007

MONDE, EUROPE

Le poids grandissant des investissements des 89 000 collectivités territoriales européennes

Avec 1.374 milliards d'euros de dépenses totales, soit : 12,7 % du PIB européen et 26,8 % de l'ensemble des administrations publiques, mais aussi 168,5 milliards d'euros d'investissement en 2005, les 89 250 collectivités ; territoriales des 25 États membres de l'Union : européenne ont vu leurs compétences et leur poids économique et social se renforcer au cours des dernières années, sous l'effet notamment des processus nationaux de décentralisation et de régionalisation
Collectivités Territoriales (Lamy) - 01/02/2007

Les nouveaux fonds structurels

Entre 1958, l'année qui a suivi la signature du traité de Rome, et 1994, l'Union européenne a créé cinq fonds, dits « structurels » car ils visaient à mieux structurer la vie économique et sociale des États membres. Leur programmation dure jusqu'à la fin de l'année 2006. Les récents et considérables élargissements de l'Union ont conduit à une entière refonte de ces instruments. Elle entre en vigueur le 1er. janvier 2007. Cette rationalisation n'empêche pas certaines difficultés de perdurer, ou de se révéler La
Revue du Trésor - 01/02/2007

PATRIMOINE

CG3P : questions pratiques

L'ordonnance n° 2006-460 du 21 avril 2006 relative à la partie législative du Code général de la propriété des personnes publiques (CGPPP), entrée en vigueur pour l'essentiel de ses dispositions le 1er juillet 2006, vient consacrer un droit de la propriété publique.

Les Cahiers Juridiques des Collectivités Territoriales et des Associations - 01/02/2007

Le bail rural à long terme

Le bail à long terme peut constituer une alternative intéressante pour les collectivités locales dans le cadre de leurs réserves foncières. En effet, le statut du fermage est d'ordre public et il prévoit que lui est applicable la mise à disposition à titre onéreux d'un immeuble rural en vue de son exploitation agricole, quel que soit le bailleur.

Journal des Maires - 15/02/2007

URBANISME

La réforme des autorisations d'urbanisme

Le décret n° 2007-18 du 5 janvier 2007 achève, la réforme des autorisations d'urbanisme, dont les principes ont été fixés par l'ordonnance n° 2005-1527 du 8 décembre 2005. Ce texte procède, en outre, à une vaste remise en ordre d'une grande partie du code de l'urbanisme et, notamment, du livre IV qui est réécrit dans sa presque totalité. Brigitte Phémolant présente les grands traits de la réforme opérée autour d'objectifs précis : clarifier les règles d'urbanisme, simplifier en supprimant certains contrôles ou en les allégeant, sécuriser les usagers du droit en précisant et stabilisant les délais d'instruction.
AJDA - 05/02/2007

Le décret réformant le droit de l'urbanisme

Malgré la volonté de simplification et de clarification, symbolisée par la réduction du nombre d'autorisations d'urbanisme, la refonte de plusieurs chapitres du Code de l'urbanisme comporte de nombreuses modifications « à la marge », souvent opportunes.
La Semaine Juridique - 12/02/2007

Un renouveau pour les autorisations

La refonte du Code de l'urbanisme achevée. Le chantier qui avait commencé avec la loi «Solidarité et renouvellement urbains» du 13 décembre 2000 s'achève avec le décret du 5 janvier 2007 relatif au permis de construire et aux autorisations d'urbanisme.
La Gazette des Communes - 12/02/2007

La réforme de l'urbanisme : un toilettage attendu

L'effort de simplification et de sécurisation que manifeste le décret du 5 janvier 2007 porte aussi sur un ensemble de questions autres que les mécanismes d'autorisation précédemment analysés
La Gazette des Communes - 19/02/2007

RESPONSABILITES CIVILE ET PENALE

Urbanisme : une réforme plus qu'une révolution

Rapport «Pelletier». Qualité insuffisante des documents d'urbanisme, délais disproportionnés pour obtenir des permis, règles complexes : ce contexte induisait une insécurité juridique pour les autorisations accordées.

La Gazette des Communes - 12/02/2007

CORRUPTION

INFORMATIONS JURIDIQUES DIVERS

COMPTES DE CAMPAGNE

2007 sous le signe de la réflexion

Les élections municipales de mars 2008 sont dans toutes les têtes.
Le Courrier des Maires - 01/02/2007

Communication en période préélectorale : c'est parti !

Outre l'élection présidentielle, s'annoncent à l'horizon les élections législatives en juin 2007, puis les municipales couplées aux cantonales, en mars 2008
Journal des Maires - 01/02/2007

Inéligibilité : faut-il supprimer l'article L.7 du Code électoral ?

Par une décision audacieuse sur le plan juridique, la cour d'appel de Lyon a rendu un arrêt dont le contenu vient s'ajouter aux critiques déjà nombreuses qui se sont élevées contre l'application des dispositions de l'article L. 7 du Code électoral dont la constitutionnalité est désormais plus que douteuse.
La Lettre du Cadre Territorial - 01/02/2007

Journal électoral d'un élu : il ne peut être financé par la publicité

QE, Jo Sénat, 21 décembre 2006
La Lettre du Cadre Territorial - 01/02/2007

Le choix du mandataire financier

Le mandataire d'un candidat peut, seul, percevoir sur son compte bancaire les recettes et engager les dépenses au cours de la campagne électorale. La loi encadre le choix de ce mandataire. Il s'agit soit d'une personne physique, soit d'une association de financement électoral.
Le Courrier des Maires - 01/02/2007

Objectif urnes !

En vue d'accroître la participation aux prochains scrutins électoraux, certaines communes ont rivalisé d'imagination pour inciter les citoyens à s'inscrire sur les listes électorales.
Journal des Maires - 01/02/2007

Rappel des règles de parrainage

Les candidats à l'élection présidentielle doivent être présentés, au plus tard le sixième vendredi précédant le premier tour de scrutin, par au moins 500 « élus habilités ».
Maires de France - 01/02/2007

Compétences du juge à l'égard des décisions de la Commission nationale des comptes de campagne

Le Juge de l'élection, saisi par la CNCCFP, excède le champ de sa saisine et méconnaît son office en décidant d'approuver un compte de campagne que la Commission a rejeté. Toutefois, le candidat concerné peut, après que le juge de l'élection s'est prononcé, former une demande auprès de la CNCCFP, en vue du remboursement de ses dépenses électorales et contester la décision prise sur cette demande devant le juge administratif.
AJDA - 05/02/2007

Dépenses plafonnées

Les dépenses de fonctionnement relatives à la rémunération des personnels mis à la disposition des groupes d'élus sont plafonnées. En revanche, les dépenses en matériel ne le sont pas.
La Gazette des Communes - 12/02/2007

Menues dépenses

Le Conseil d'État rappelle que les dépenses électorales ne sont, en principe, remboursables que si elles sont engagées spécifiquement pour l'obtention du suffrage des électeurs et si elles ont été payées par le mandataire.
La Gazette des Communes - 12/02/2007

Communication et élections : le compte à rebours a commencé

Dès qu'approche l'heure des bulletins de vote, les bulletins municipaux s'étiolent, les communicants publics locaux stressent et les dir'cab ne bougent plus sans leur avocat. Mode d'emploi pour aborder, avec doigté et bravitude, les arcanes de la communication préélectorale.

La Lettre du Cadre Territorial - 15/02/2007

Politique et Internet : les pires ennemis ?

Campagnes sauvages, vidéos volées, montages inacceptables..., l'occasion d'une nouvelle forme de lynchage politique sur Internet... où les blogs relèvent le niveau. La Lettre du Cadre Territorial - 15/02/2007

Une histoire de photos

L'utilisation, durant les périodes électorales, de photographies appartenant à la collectivité, dans les documents de campagne des candidats, est source de nombreuses questions, et les réponses les plus radicales sont souvent préconisées « par prudence ».

La Lettre du Cadre Territorial - 15/02/2007

Le parrainage des candidats par les élus

La quête des signatures marque le premier débat médiatisé de la campagne électorale et suscite toujours la polémique quant à sa nécessité

La Gazette des Communes - 19/02/2007

Le scrutin proportionnel en débat : une contribution de la Fondation pour l'innovation politique

Le système proportionnel peut favoriser l'adhésion des électeurs à leur système représentatif, le cocktail associant abstentions et vote protestataire peut engendrer des conséquences redoutables sur le fonctionnement d'une assemblée législative et, au-delà, sur la stabilité d'un régime politique

Bulletin Quotidien - 22/02/2007